

Le clivage européen ou l'intranquillité politique

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. Le clivage européen ou l'intranquillité politique. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2014, pp.7. hal-01006180

HAL Id: hal-01006180

https://sciencespo.hal.science/hal-01006180

Submitted on 13 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections européennes 2014

Les enjeux

Le clivage européen ou l'intranquillité politique

N°2
Mai 2014

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

www.cevipof.com

SciencesPo. PARIS | CEVIPOF CNRS — Centre de recherches politiques

N°2
Mai 2014

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

Le clivage européen ou l'intranquillité politique

Quels sont les facteurs qui jouent sur le sentiment pro-européen ? Et ont-ils une couleur partisane ? L'attraction ou, au contraire, la répulsion qu'exerce l'Union européenne sont-elles liées à la réactivation de clivages de classes[1] que la crise de 2008 aurait réveillés, ou bien plutôt à la rémanence d'une fracture culturelle traversant les strates sociales[2] ? Pour répondre à ces questions, on utilisera ici l'exploitation secondaire de l'enquête post-électorale web du Cevipof menée en 2012 afin de disposer de points de repères politiques précis.

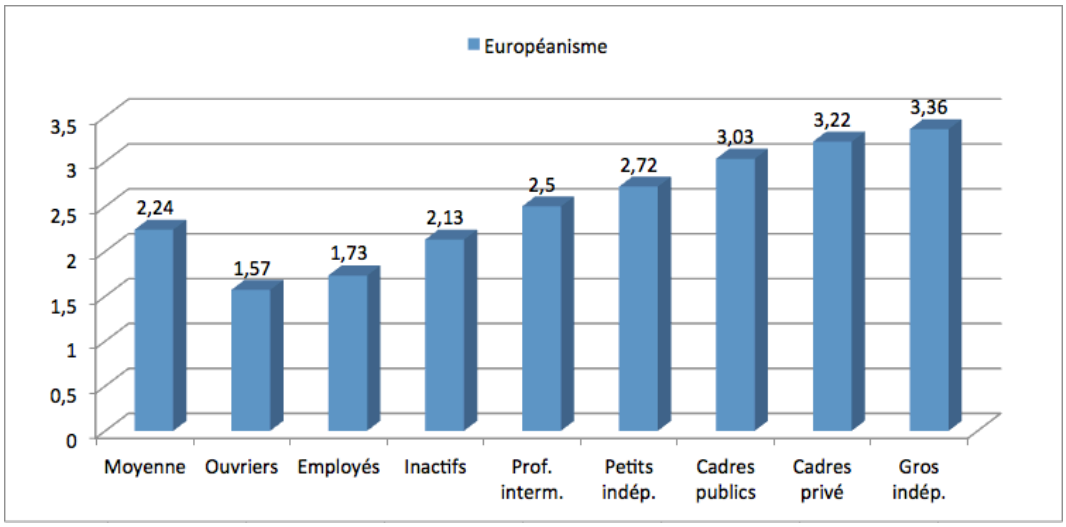
Un indice d'européanisme a été construit à partir de cinq variables : se sentir autant Français qu'Européen, estimer que la France est plus forte économiquement parce qu'elle fait partie de la zone euro, avoir confiance dans l'Union européenne (UE), penser que la participation de la France à l'UE est une bonne chose, penser que, pour faire face aux difficultés à venir, il faut renforcer les pouvoirs de l'UE. Au total, on dispose donc d'un indice qui va de 0 à 5 et dont la moyenne est de 2,24 pour tout l'échantillon.

L'ambiguïté des variables socioéconomiques lourdes

Une première analyse semble effectivement montrer que l'attitude à l'égard de l'UE est fortement contrastée d'un bout à l'autre de la hiérarchie socioprofessionnelle[3]. Une majorité de cadres sont fortement attachés à l'Europe alors qu'une majorité d'ouvriers et d'employés lui sont hostiles. Si l'on reprend notre indice d'européanisme, on voit que les cadres du privé sont en moyenne à 3,22, les cadres du public à 3,02 et les gros indépendants (professions libérales et entrepreneurs) à 3,35 alors que les employés sont à 1,72 et les ouvriers à 1,56[4]. Mais l'écart-type de ces moyennes est souvent important, ce qui signifie que les dispersions autour de ces moyennes sont fortes. Par exemple, l'écart-type chez les ouvriers est de 1,53. Si l'on dichotomise l'indice d'européanisme en deux groupes, on voit qu'il existe 28 % d'ouvriers et 33 % d'employés qui figurent parmi les pro-Européens. Par ailleurs, placer dans une même classe les cadres du public et les gros indépendants que sont les professions libérales et les patrons serait pour le moins spécieux, étant donné la divergence de leur positionnement politique.

[1] TODD (Emmanuel), « Aux origines du malaise politique français : les classes sociales et leur représentation », *Le Débat*, n° 83, janvier-février 1995, pp. 82-103.
[2] PERRINEAU (Pascal), « L'enjeu européen, révélateur de la mutation des clivages politiques dans les années 90 », François d'Arcy et Luc Rouban (dir.), *De la Ve République à l'Europe : hommage à Jean-Louis Quermonne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 45-59.
[3] Les professions intègrent les actifs comme les retraités de ces professions car la catégorie « retraités » n'a aucun sens en elle-même.
[4] Pour les ouvriers et les employés, on n'a pas discriminé entre secteur privé et secteur public car leur sociologie électorale montre qu'ils partagent très largement les mêmes choix. Une vérification montre qu'il en est de même sur cet échantillon puisque les employés du privé sont à 1,62 et ceux du public à 1,86, cette légère différence étant elle-même liée à la possession plus fréquente de diplômes dans le secteur public.

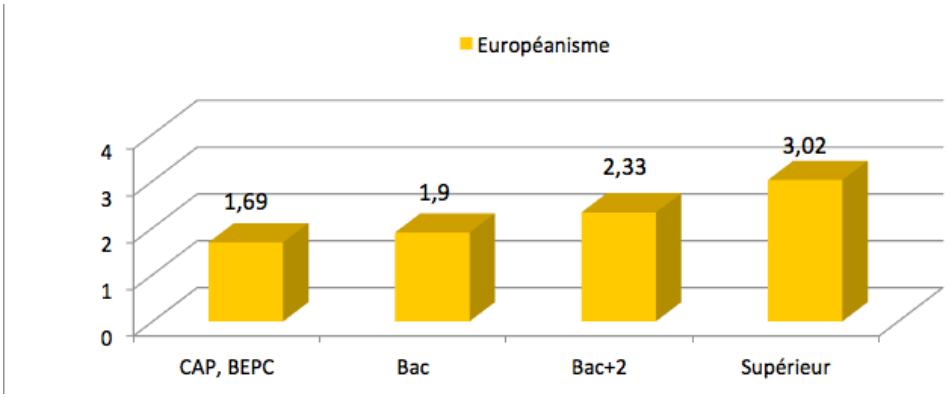
Tableau 1 - Indice d'européanisme par profession



Traitement : Luc Rouban
Source : Enquête post-électorale web, Cevipof, 2012

La répartition des réponses semble appeler néanmoins une interprétation en termes de variables socioéconomiques lourdes. De fait, si l'on constitue un indice de patrimoine pondéré allant de 1 à 4, on voit que les moins dotés en patrimoine sont à 1,96 sur l'échelle d'européanisme contre 2,84 pour les mieux dotés. De même, la répartition du revenu du foyer en quatre classes montre que l'on passe de 1,71 sur l'échelle d'européanisme pour les plus modestes à 3,22 pour les plus fortunés. Contrairement à ce que l'on peut observer pour le choix partisan, le niveau de revenu semble avoir plus de poids que le patrimoine, ce qui indique que l'on se situe toujours dans une logique socioprofessionnelle plutôt que dans une logique d'accumulation du capital économique. Cette hypothèse est confirmée par le fait que le niveau d'européanisme change sensiblement avec le niveau d'études puisque l'on passe de 1,69 sur l'indice pour les titulaires d'un CAP ou du BEPC à 3,02 pour les titulaires d'un diplôme supérieur au niveau Bac+2 (Tableau 2).

Tableau 2 - Le niveau d'européanisme par niveau d'études



Traitement : Luc Rouban
Source : Enquête post-électorale web, Cevipof, 2012

Le problème tient, là encore, au fait que le niveau de diplôme ne correspond qu'imparfaitement à l'activité socioprofessionnelle puisqu'en dehors des professions libérales réglementées, une certaine dissociation peut intervenir dans les deux sens (un chef d'entreprise peut n'avoir qu'un CAP, un titulaire d'un master peut être employé). Un contrôle effectué sur les déclassements ou les surclassements sociaux (activité professionnelle inférieure ou supérieure à ce que le niveau d'études devrait permettre) ne montre aucun effet statistique du parcours individuel sur le degré d'européanisme.

Le poids de l'intranquillité

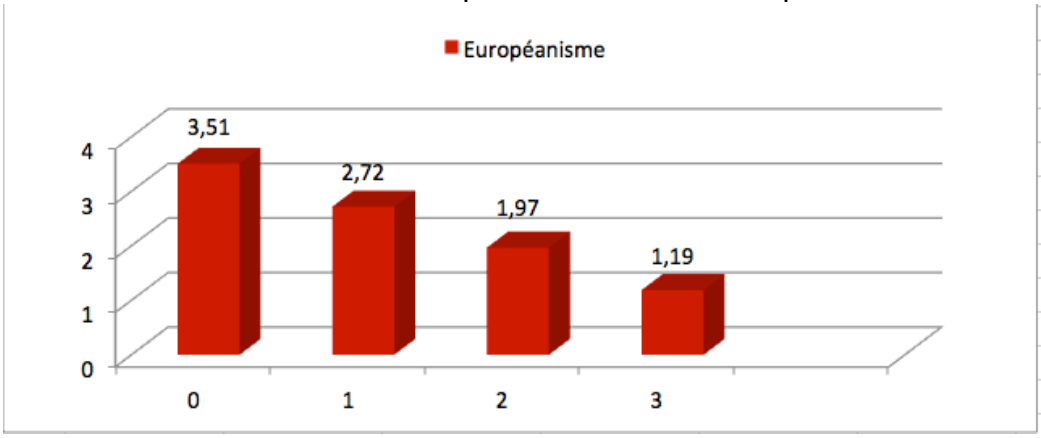
Il faut donc aller voir au-delà des groupes socioprofessionnels pour comprendre ce qui se joue derrière ce premier découpage. Pour ce faire, a d'abord été créé un indice de vulnérabilité économique reposant sur les réponses aux questions suivantes : le fait d'avoir subi une dégradation de sa situation financière dans les douze derniers mois, ou de craindre de voir celle-ci se dégrader dans les douze prochains mois, de s'en tirer difficilement ou très difficilement avec les revenus du ménage, de considérer que le pouvoir d'achat est la première des préoccupations personnelles et d'avoir un risque sérieux de chômage pour soi ou un membre de sa famille. On dispose alors d'un indice qui va donc de 0 à 5.

Cet indice est une variable « subjective » dans le sens où elle est construite davantage sur un sentiment de fragilité et sur la peur ressentie d'un déclin économique et social personnel plus que sur des données objectives (on sait ce qu'il en est en matière de pouvoir d'achat). On peut faire l'hypothèse que la question européenne étant clairement rapportée à la résolution de la crise économique depuis 2008, un lien doit exister entre la perception de cette fragilité et son choix en faveur d'une Europe plus ou moins forte.

De fait, on voit que plus les enquêtés sont vulnérables sur le plan économique et moins l'attachement à l'Europe est fort puisque l'on passe d'une moyenne de 2,87 pour les moins vulnérables à 1,48 pour les plus vulnérables. Statistiquement, les deux indices sont assez liés (Pearson de 0,272 avec une significativité de .000). Néanmoins, les écarts-types de l'indice de vulnérabilité sont là encore très importants. Par ailleurs, l'indice de vulnérabilité économique ne suit pas les catégories socioprofessionnelles. Si l'on dichotomise cet indice, on voit qu'il existe 23 % des cadres du privé et 20 % des cadres du public qui figurent dans les plus vulnérables tout comme il existe, à l'inverse, 53 % des employés et 42 % des ouvriers qui figurent dans les moins vulnérables.

Derrière le sentiment de la vulnérabilité économique, figure cependant un autre sentiment : celui de l'insécurité, personnelle et sociale, une forme généralisée d' « intranquillité » recouvrant autant la défiance que l'on a dans les autres que celle que l'on exprime vis-à-vis des institutions ou de son environnement. Cette intranquillité peut être mise en lumière par la création d'un indice regroupant les réponses suivantes : le fait de ne se sentir en sécurité nulle part, de ne pas avoir confiance en l'État pour résoudre les problèmes de la France et d'estimer que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ». Cet indice va de 0 à 3 et la moyenne est de 2,24 pour l'ensemble de l'échantillon. Cet indice discrimine fortement l'indice d'européanisme puisque l'on passe 3,51 sur l'échelle d'européanisme pour ceux qui sont à 0 sur l'indice d'insécurité à 1,19 pour ceux qui ont le sentiment d'intranquillité le plus fort. L'association statistique entre cet indice et l'indice d'européanisme est forte (Pearson de -.448, négatif puisque les deux indices varient en sens inverse, avec une significativité de .000).

Tableau 3 - Le niveau d'européanisme selon le niveau d'intranquillité

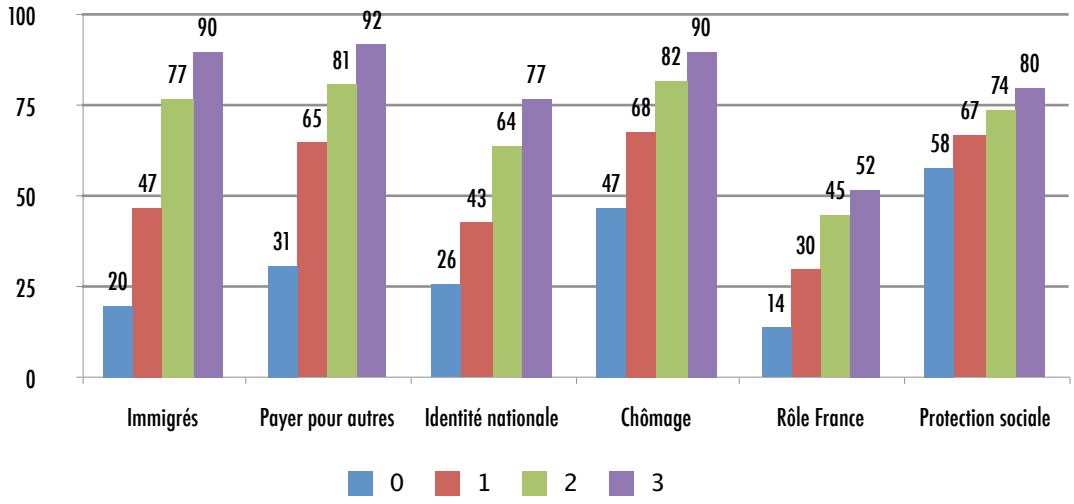


Traitement : Luc Rouban
Source : Enquête post-électorale web, Cevipof, 2012

Les peurs liées à l'Europe

Quelles sont les peurs que nourrit l'UE ? Certaines peurs sont plus fortes que d'autres en fonction du niveau d'intranquillité et on peut les classer selon leur amplitude entre les enquêtés les plus tranquilles et ceux qui sont le plus intranquilles. En tête figure l'augmentation des immigrés, suivie par le risque que « la France paie pour les autres », puis la perte de l'identité nationale, l'augmentation du chômage, l'affaiblissement du rôle de la France dans le monde et l'affaiblissement de la protection sociale, cette dernière crainte étant la plus commune et variant le moins en fonction de l'indice.

Tableau 4 - Les peurs liées à l'Europe en fonction du degré d'intranquillité (%)



Traitement : Luc Rouban
Source : Enquête post-électorale web, Cevipof, 2012

La hiérarchie des facteurs

Parmi ces différentes dimensions, quelle est celle qui explique le mieux en termes statistiques l'évolution de l'indice d'européanisme ?

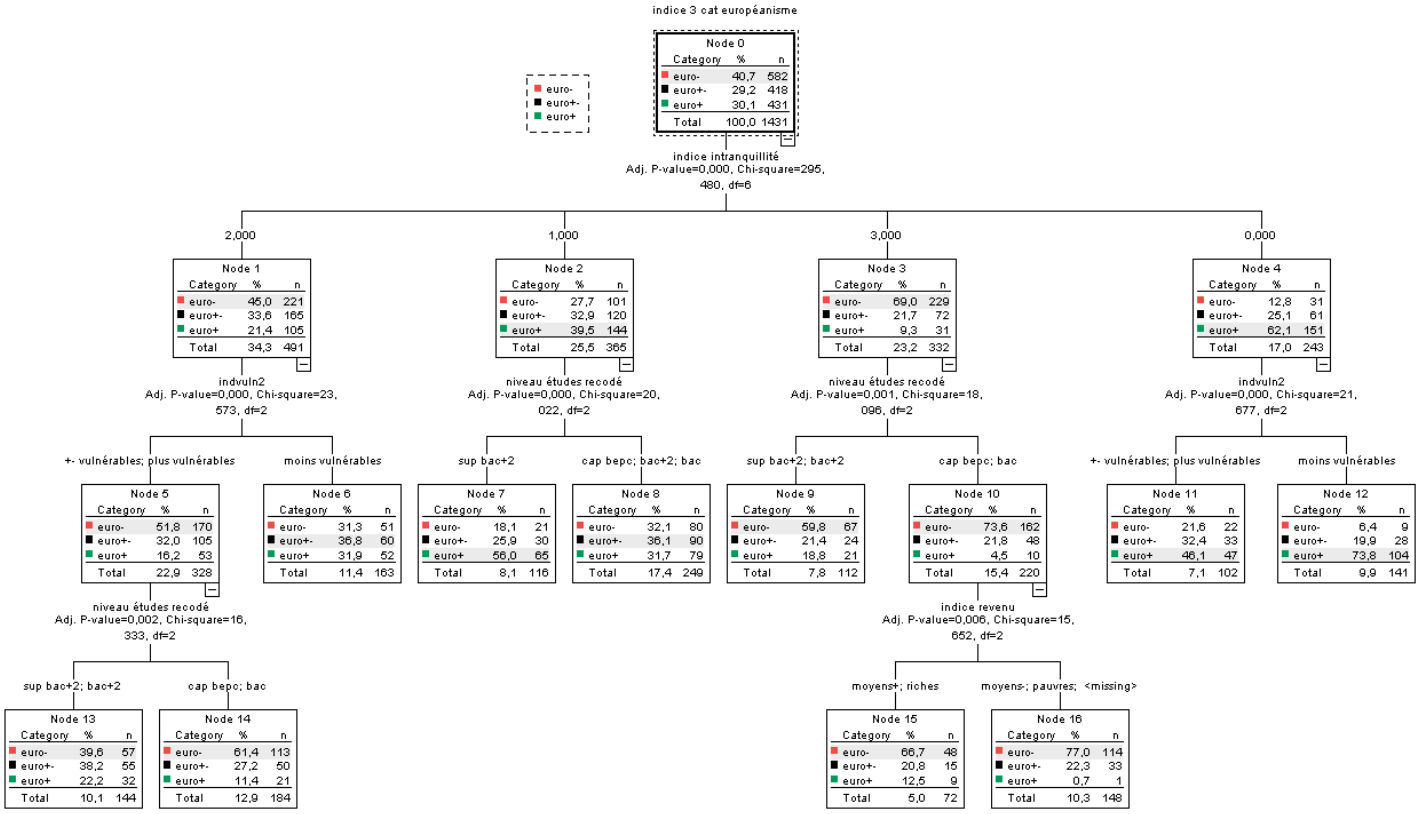
Un arbre de classification permet d'identifier la hiérarchie des facteurs jouant sur le degré d'européanisme, que l'on a recodé ici en trois catégories, les pro-européens, les mitigés et les anti-européens pour davantage de clarté. On a intégré dans l'analyse le niveau d'études, le niveau de revenu, le patrimoine, la profession, la tranche d'âge, l'indice de vulnérabilité économique et l'indice d'intranquillité. Il apparaît que les attitudes à l'égard de l'UE sont avant tout définies par ce dernier. C'est bien l'intranquillité qui génère une attitude hostile à l'UE avant même le niveau d'études ou le niveau de vulnérabilité économique. On peut également voir sur le tableau 5 que certaines variables apparemment cruciales comme la profession ou le patrimoine ont disparu.

Derrière l'intranquillité figurent le niveau de diplôme et l'indice de vulnérabilité économique. La combinaison des facteurs explicatifs n'est pas homogène. Par exemple, le niveau de diplôme joue fortement pour les enquêtés qui se situent au niveau 3 de l'intranquillité. Dans ce cas, la proportion moyenne de ceux qui sont hostiles à l'UE, qui est de 69 %, passe à 60 % pour les titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 2 ou supérieur mais à 74 % pour ceux qui ont un diplôme ne dépassant pas le niveau baccalauréat. En revanche, pour ceux qui se situent au niveau le plus bas de l'intranquillité, la variable arrivant en seconde position est le niveau de vulnérabilité économique. Alors que la proportion de personnes favorables à l'UE est de 62 % dans ce groupe, elle passe à 46 % pour ceux qui sont les plus vulnérables ou assez vulnérables sur le plan économique mais à 74 % pour ceux qui sont les moins vulnérables.

La thèse d'un alignement des attitudes à l'égard de l'UE sur des variables économiques lourdes ne peut pas être retenue mais la thèse du poids décisif du capital culturel, l'acculturation à l'Europe jouant à travers le capital scolaire ou les pratiques professionnelles, paraît trop restrictive. Le sentiment d'intranquillité commande au premier chef les réactions vis-à-vis de l'UE mais s'associe soit à des variables culturelles soit à des variables économiques. On voit ainsi que le niveau de revenu apparaît dans l'arbre de classification pour discriminer encore plus les enquêtés les plus intranquilles et les moins dotés en capital scolaire. D'une certaine manière, l'UE révèle une sociologie plus générale dépassant les cadres de la sociologie politique pour englober les diverses dimensions du statut social (environnement proche, voisinage, perspectives professionnelles, entre autres).

Par ailleurs, le poids important du niveau d'études explique en cascade le fait que les plus pro-européens soient aussi les plus libéraux sur le plan culturel, qu'ils habitent plutôt dans les grands centres urbains que dans les zones périurbaines et qu'ils s'intéressent davantage à la politique que les anti-européens.

Tableau 5 - Classification des variables jouant sur le degré d'européanisme



Traitement : Luc Rouban
Source : Enquête post-électorale web, Cevipof, 2012

Lecture du tableau : la cellule supérieure indique les niveaux moyens d'européanisme pour tout l'échantillon : 40,7 % d'eurosceptiques (euro-), 29,2 % de mitigés (euro+-) et 30,1 % d'Européens convaincus (euro+). La discrimination statistique la plus forte est due à l'indice d'intranquillité. Pour les plus intranquilles (niveau 3), la proportion d'euro- est de 69 %. Parmi les plus intranquilles, ceux qui ont un diplôme qui ne dépasse pas le baccalauréat sont euro- à hauteur de 73,6 %. Enfin, parmi ces derniers, ceux qui ont un revenu modeste (petite classe moyenne et pauvres) sont euro- à hauteur de 77 % alors que les euros+ ne sont que 0,7 %.

L'indépendance de l'européanisme et du choix partisan

Il reste enfin à souligner que l'indice d'européanisme ne varie pas en fonction de variables partisanes. Il n'existe aucune corrélation entre l'attitude à l'égard de l'UE et, par exemple, des indices permettant de mesurer l'appartenance à la gauche ou à la droite (auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite, sentiment personnel d'appartenance, appartenance partisane du père et de la mère). On voit en effet que l'indice d'européanisme passe de 2,19 pour ceux qui n'ont aucun critère d'appartenance à la gauche à 2,42 pour ceux qui en ont 4 alors que cet indice passe de 2,03 pour ceux

qui n'ont aucune appartenance à la droite à la 2,53 pour ceux qui en ont 4. Le test de Pearson confirme d'ailleurs l'indépendance de l'européanisme et ces deux indices (.054 avec l'indice de gauche, .103 avec l'indice de droite).

De même, si les attitudes pro-européennes sont évidemment corrélées avec le vote centriste ou Bayrou au premier tour de la présidentielle de 2012 et les attitudes hostiles à l'UE avec le vote FN, le choix partisan au second tour est indépendant du degré d'européanisme. C'est ainsi que François Hollande recueille 44 % des voix (% d'inscrits) chez ceux qui sont au degré 0 de l'européanisme contre 49 % des voix de ceux qui sont au degré 5 d'européanisme, alors que Nicolas Sarkozy en obtient 35 % au degré 0 et 43 % au degré 5, cette situation s'expliquant par la diminution régulière de la proportion des « blancs, nuls et abstention » passant de 21 % pour le degré 0 à 8 % pour le degré 5.

On remarque également que le rejet de l'UE ne signifie pas une confiance accrue dans l'État pour « régler les problèmes que connaît notre pays ». C'est même tout le contraire puisque les pro-européens (à partir d'une catégorisation de l'européanisme en trois catégories) sont 78 % à faire confiance à l'État contre 39 % de ceux qui rejettent l'Europe. L'UE n'est donc pas perçue dans la symétrie d'un débat où la souveraineté de l'État devrait être accrue ou réduite. Cet argument relève davantage de la construction partisane que des représentations citoyennes.

La dissociation entre le débat partisan et la perception de l'UE est relative. Les analyses de régression montrent que l'indice d'intranquillité conditionne autant le degré d'européanisme que le vote au second tour de l'élection présidentielle de 2012, bien avant la pratique religieuse. Si l'on examine le vote au premier tour, on voit également que plus le niveau d'intranquillité monte et plus augmente le vote en faveur de Marine Le Pen : 2 % pour ceux qui sont au niveau 0 d'intranquillité contre 35 % pour ceux qui sont au niveau 3. Il en va de même pour le vote « blanc, nul, abstention » (BNA) puisque l'on passe alors de 4 % à 14 %. Inversement, le vote en faveur de François Hollande chute vertigineusement entre ceux qui sont les plus tranquilles (48 %) et ceux qui sont les plus intranquilles (10 %).

L'attitude à l'égard de l'UE s'inscrit donc dans un schéma qui n'est ni purement économique ni purement culturel, mais plutôt dans une appréhension du statut social, acquis ou transmis, et dans le rapport au monde qu'il produit, et qui ne trouve pas d'expression partisane sauf dans la négation. Il existe donc bien une sociologie politique de l'européanisme mais qui reste encore à mieux cerner car reposant sur de nombreuses dimensions sociales. Le poids de l'intranquillité ouvre la porte à des explications plus centrées sur le potentiel que les individus se reconnaissent face à la crise et à travers leurs ressources personnelles. Mais on est alors renvoyé à des situations individuelles qui font sens sur le plan statistique mais qui ne renvoient pas nécessairement à des ordres collectifs conscients et maîtrisés.

Pour aller plus loin :

> PERRINEAU (Pascal), « L'enjeu européen, révélateur de la mutation des clivages politiques dans les années 90 », François d'Arcy et Luc Rouban (dir.), *De la Ve République à l'Europe : hommage à Jean-Louis Quermonne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 45-59. [ISBN 978-2-7246-0691-1]

> TODD (Emmanuel), « Aux origines du malaise politique français : les classes sociales et leur représentation », *Le Débat*, n° 83, janvier-février 1995, pp. 82-103. [ISSN 0246-2346]